

26 mai 2026 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours du Président de la République lors de la Réunion de l'équipe de France de l'électrification.

Monsieur le Premier ministre,
Mesdames, Messieurs les ministres,
Mesdames, Messieurs les parlementaires,
Mesdames, Messieurs les élus,
Mesdames, Messieurs chefs d'entreprise, Industriels, Acteurs de l'électrification, Chers amis,

Merci beaucoup pour votre présence aujourd'hui. Je sais que vous avez eu plusieurs travaux sous l'autorité des ministres ici présents, qui ont permis d'avancer aussi, d'échanger au sein de cette Équipe de France de l'électrification. L'actualité nous rappelle ô combien ce qui se joue est important pour le pays et combien nos vulnérabilités, en tout cas nos dépendances, en particulier à l'égard des énergies fossiles, peuvent nous fragiliser dans des dérèglements géopolitiques. Parler d'électrification pour le pays, c'est parler d'indépendance et de souveraineté, c'est parler de décarbonation et de compétitivité et de création d'emplois industriels. Ces trois objectifs sont ceux que nous devons poursuivre et qui sont tout à fait atteignables. Je veux voir dans la réunion d'aujourd'hui une réunion de confiance dans nos capacités à réussir et de mobilisation collective. Confiance parce qu'on a de vrais atouts. Je crois qu'on est structurés, on a les éléments, j'y reviendrai, d'indépendance énergétique. Beaucoup d'entre vous investissent et vont réinvestir. Nous sommes d'ores et déjà plus résilients qu'en 2022. Je regarde les difficultés qu'on avait au moment de la guerre d'agression russe en Ukraine et des difficultés à produire. On était en train d'importer, on est aujourd'hui déjà plus forts. Il faut simplement aujourd'hui continuer à nous mobiliser, innover et réindustrialiser encore plus vite et fort.

Notre atout repose sur le modèle historique qui est le nôtre. C'est une chance que nos aînés aient fait les bons choix, aient investi dans la durée. Je pense que ces dernières années, on a conforté ces bons choix. La stratégie dite de Belfort demeure totalement valide, c'est-à-dire celle qui repose sur trois piliers, tels qu'annoncés en février 2022 : l'efficacité énergétique, la meilleure énergie, c'est celle qu'on ne dépense pas, qu'on ne consomme pas. Donc partout, on peut réduire notre consommation par de l'innovation, en isolant davantage, en améliorant nos systèmes, en étant plus efficaces, c'est bon.

Ensuite, c'est évidemment de développer nos renouvelables de manière appropriée avec, là-dessus, les axes évoqués à Belfort et que nous déployons. Puis, c'est le nucléaire, en confortant justement notre programme avec de nouveaux réacteurs. L'objectif de cette stratégie est simple, c'est de consolider le modèle français, mais d'accélérer nos résultats, et à travers la Programmation pluriannuelle de l'énergie qui en a donné la trajectoire, passer de 60 % aujourd'hui de consommation fossile à 30 % à horizon 2035, ce qui est tout à fait faisable avec cette stratégie.

Alors, on connaît les solutions. La biomasse, le gaz renouvelable, la chaleur fatale, on doit continuer à les exploiter. Évidemment, nous en avons des quantités limitées. Il y a la géothermie, que nous devons massivement développer, et la Programmation pluriannuelle de l'énergie prévoit de la multiplier par quatre d'ici 2030. L'hydrogène naturel, demain peut-être, dont les premiers retours nous donnent espoir, sans qu'il puisse encore tenir lieu de réponses immédiates, mais c'est un axe d'effort. Puis, il y a l'électricité que nous produisons sur notre sol, c'est ce que j'évoquais. Elle est à 95 % décarbonée, abordable, indépendante, et dont les axes d'effort qu'on va faire sur le renouvelable et le nucléaire sont les bons.

D'ores et déjà, je le disais, on a amélioré les choses à cet égard. Parce que là où, en 2022, on importait de l'électricité, parce qu'on finissait notre grand carénage et nos investissements, là, nous sommes des exportateurs nets d'électricité décarbonée. On a exporté plus de 90 TWh l'année dernière et l'année d'avant, donc on a des bons résultats. Ce qui veut dire qu'à peu près 20 % de notre production est exportée aujourd'hui. Ça, c'est une force.

Ce qui fait qu'en effet, la France peut s'enorgueillir d'être une grande puissance électrique, ce qui est un atout dans le contexte géopolitique qu'on évoque. Nous avons construit la stratégie qui permet de conforter cette position. C'est ce qui fait aussi que les hausses sur les prix de l'électricité ont été limitées en France, quand elles ont été beaucoup plus sensibles ailleurs. Je vais ici rappeler les chiffres, parce que c'est une force de notre pays, ce qui aussi a permis d'expliquer certaines différences qui sont parfois pointées par certains. Le prix de gros pour l'année prochaine est de 55 euros par MWh en France, il atteint 93 euros en Allemagne, 107 euros par MWh en Italie. C'est clé.

Il faut maintenant donner cette visibilité du prix de l'électricité, de la stabilité pour avoir la confiance des ménages et des entreprises et permettre d'accélérer notre stratégie. On a cet avantage aujourd'hui compétitif. Comment on le transforme ? En continuant les investissements dans la durée. Il faut pour ça, produire, raccorder, électrifier, réindustrialiser. C'est ça, nos axes d'effort pour l'Équipe de France de l'électrique.

D'abord, produire, c'est un peu la déclinaison de cette stratégie de Belfort, mais c'est un axe d'effort important. Nous devons continuer à faire avancer le programme du nouveau nucléaire que nous avons lancé, six EPR, et une extension à venir pour huit réacteurs supplémentaires. Nous devons faire avancer les appels d'offres sur l'éolien en mer qu'a annoncés le Gouvernement et qui seront publiés dans les prochaines semaines. En restant à des prix abordables, c'est très important, et je le dis aussi très clairement. Moi, je ne soutiendrai pas des projets d'éoliens en mer, quels qu'ils soient, à des prix qui défient toute concurrence. Il ne faut pas refaire les erreurs du passé, parce qu'on voit bien les difficultés qu'on a parfois eues d'avoir des projets qui étaient hors de la maille, où on continue à payer parfois 15 ans plus tard des prix qui sont totalement déconnectés du marché, donc, les autres énergies renouvelables aussi à développer de manière équilibrée. Tout ça parce que c'est une affaire de long terme, 2050, 2060, 2100. C'est aussi l'axe qui est le nôtre pour les générations à venir. C'est le sens aussi des travaux que mène RTE sur les évolutions de long terme de notre mix électrique et dont les conclusions seront rendues pour la fin d'année. Elles permettront d'éclairer notre décision sur l'extension du programme dit EPR2 à de nouveaux réacteurs, et à continuer le travail. C'est aussi ce qui nous permettra de dessiner les prochains conseils de politique nucléaire. Là aussi, quand je parle de 2050, 2060, 2100, c'est exactement l'horizon de temps qui a conduit à décider tout ce qu'on a pu faire lors du dernier Conseil de politique nucléaire sur la fermeture du cycle et les éléments d'une plus grande autonomie. Produire de l'électricité, donc premier axe.

Le deuxième axe d'effort, c'est d'accélérer le raccordement. Si je puis dire, pour que ça marche, il faut pouvoir se brancher et se brancher le plus rapidement possible. Ça fonctionne déjà, on a des progrès qui sont perceptibles. Nous savons raccorder rapidement pour proposer des solutions pour les centres de données ou pour certains industriels. La France attire en particulier des grands centres de données et Choose France va encore le montrer dans les prochains jours. Il y a eu des annonces encore en Hauts-de-France ces derniers jours qui ont montré cette force. Il est très clair que quand on parle d'intelligence artificielle, de capacité de calcul, l'avantage comparatif de la France, c'est d'avoir cette électricité décarbonée, disponible et une capacité à raccorder dans les temps et de manière compétitive. Sur le raccordement, RTE aura lancé d'ici la fin de l'année la réalisation de cinq grands projets dits « fast-track ». Cette procédure consacre la place justement de notre pays comme premier pays européen pour l'accueil des grands centres de données, en s'appuyant sur la résilience du réseau, l'abondance de cette électricité bas-carbone et l'efficacité des équipes de RTE. Mais notre objectif doit être clair. Nous devons élever nos exigences, revoir notre cadre s'il le faut, parce que ce qui est aujourd'hui l'exception, ces quelques projets dits fast-track, en termes de délai, doit devenir la norme pour le raccordement. C'est attendu de beaucoup de projets industriels, dont certains sont dans cette salle, de beaucoup de projets agricoles et autres.

Je salue à cet égard les engagements de RTE pour accélérer les délais de raccordement très concrètement. Ce sont des investissements pour les grandes zones industrielles au portuaire : Dunkerque, Le Havre, Fos. Les grands ports français seront aussi compétitifs pour l'accueil de nouvelles industries, et ce sont des accélérations dont ils ont besoin. Accélération aussi dans les zones industrielles de taille intermédiaire, en Île-de-France, Sud-Alsace, Saint-Avold, Valenciennes-Maubeuge, Port-la-Nouvelle, là aussi où c'est attendu. C'est une nouvelle logique avec une application pionnière des principes du premier prêt, premier servi. Ce n'est pas lors de la pile du dossier de dépôt qu'il faut prendre, c'est quand les projets ont avancé sur le reste, il faut pouvoir raccorder et s'adapter, et donc être en une logique beaucoup plus adaptable pour suivre le rythme ou de nos besoins ou de l'industrie. Il faut pour ça mobiliser plus.

Je salue donc les équipes de RTE, je salue aussi Enedis, qui s'engage à raccorder ses projets d'électrification 30 % plus rapidement que précédemment. C'est un premier effort, mais il faut continuer et poursuivre cette réduction des délais. Je sais aussi que la Commission de régulation de l'énergie poursuit le même objectif en donnant un cadre réglementaire qui permettra d'aller encore au-delà, et c'est un effort important.

Enfin, il nous faudra construire dans cet axe d'effort du raccordement de nouvelles lignes électriques, et ça ne se fera qu'en bonne coopération et concertation avec les territoires. C'est le cas notamment de la ligne qui doit alimenter la zone industrielle de Fos. Ce n'est pas simplement pour le port, mais c'est vraiment une électrification de tout le Sud et de cet axe méditerranéen. Cette ligne est nécessaire et nous devons donner un signal clair pour fournir la visibilité aux industriels qu'ils veulent investir et tout mettre en œuvre pour que cette ligne soit en service d'ici 2029, pour faire face aux augmentations de consommation, permettre l'électrification des industries présentes et à venir.

Ensuite, il y a une mobilisation à avoir après la production, le raccordement, une mobilisation collective sur les usages. On en a beaucoup parlé, vous en avez reparlé ce matin. Il y a en effet à électrifier nos usages, c'est l'axe d'effort sur lequel nous portons ces dernières années, et c'est un axe d'effort essentiel, c'est le cœur du plan d'électrification, qui est, je le rappelle, avant tout aussi un grand plan industriel. C'est un grand plan de transformation qui embarque 6 000 entreprises et va créer ou pérenniser plus de 600 000 emplois. C'est vous qui portez les solutions, ce sont les Français qui choisiront et donc, je crois à cet égard qu'il faut leur faire confiance, mettre en capacité d'avoir cette mobilisation collective sur les usages et rendre le passage à l'électrique en quelque sorte naturel et désirable, parce que c'est bon pour le pouvoir d'achat, c'est bon pour la compétitivité, c'est bon pour l'indépendance du pays. Pour ça, il faut donner confiance par la visibilité sur les prix, avant tout. C'est indispensable, parce qu'il y a eu beaucoup de messages et contre-messages dans les années qui ont précédé. Je remercie l'ensemble des acteurs compétents d'avoir œuvré pour améliorer les choses dans les derniers mois, au premier rang desquels l'EDF. L'État a donné une direction sur la production pour avoir une électricité compétitive et donc, nous devons continuer d'avancer. C'est maintenant aux fournisseurs de traduire cela pour les consommateurs en donnant des prix, eux aussi, compétitifs sur la durée et des prix prévisibles. Je salue les engagements qui ont été pris pour fournir de nouvelles offres à prix fixe aux particuliers, leur faire bénéficier des heures les plus compétitives pour la recharge de leurs véhicules ou pour profiter de l'abondance de l'énergie solaire, ce que fait EDF, ce que fait Total, Engie, Octopus. Je ne peux qu'encourager les autres à le faire, étant convaincu qu'aussi, on a une carte à jouer plus largement, la grande distribution a aussi à s'engager avec nous sur ce sujet.

De même qu'investir dans le nucléaire et le renouvelable nous a rendus résilients aujourd'hui, et davantage que d'autres, investir dans le véhicule électrique, le chauffage électrique, la pompe à chaleur, nous rendra plus résilients pour demain. Cela vaut aussi pour des usages parfois insoupçonnés, comme pour la production d'engrais. J'y reviendrai. Cette visibilité sur le temps long vaut tout autant pour les industriels dont les investissements engagent une, deux, parfois trois décennies. Je salue aussi les progrès faits par EDF pour proposer des contrats de long terme, parfois à 8, 10, voire 15 ans, adossés au parc historique pour faire profiter les entreprises de cet avantage compétitif. Au total, ce sont plus de 50 térawattheures qui sont mobilisés au profit de l'industrie. Ça a été le fruit d'un travail de notre part à l'égard des autorités européennes, pour sécuriser le cadre juridique, puis un engagement de l'opérateur historique pour le fournir à l'industrie. Mais maintenant, on a de la stabilité, de la visibilité et, je crois pouvoir le dire, de la compétitivité. Au-delà de cette confiance et de la visibilité sur les prix, dans ces axes d'efforts, il y a évidemment tout le travail autour du véhicule électrique. La mobilité électrique est là, c'est déjà une réalité, les chiffres sont en croissance constante. Nous allons lancer la troisième édition du leasing électrique. Stellantis et Renault ont prévu de mettre en place des services de pré-réservation accessibles dans les prochains jours. C'est une mobilisation collective, là aussi, qui est attendue pour continuer ce développement. C'est tout l'effort qu'on a mené ces dernières années pour avoir les bons dispositifs d'accompagnement, de l'offre et de la demande, pour avoir une politique européenne aussi cohérente, qui vienne accompagner l'offre européenne, et en particulier française, et moins, si je puis dire pour rester pudique, l'offre non européenne.

Au-delà des particuliers, la mobilité intéresse également les professionnels. Les aides mises en place par le Gouvernement pour l'acquisition de véhicules utilitaires légers doivent permettre de démultiplier le recours à l'électrique. Le réseau Mobilians, de son côté, mettra 10 000 véhicules électriques à disposition dans ses agences de location. Ça fait partie aussi des efforts très concrets et sur lesquels nous voulons continuer d'avancer. Au-delà, la mobilité électrique lourde, que l'on pensait impossible il y a quelques années, devient une réalité. Grâce à notre savoir-faire, nous produisons en France, chez Renault Trucks, des poids lourds électriques. Geodis s'engage à électrifier sa flotte de fret. C'est donc une chaîne complète, sur la mobilité lourde que l'on est en train de structurer. L'exemple que je viens de donner le montre. Un constructeur français, un grand opérateur logistique français et des kilomètres se faisant décarboner.

Là-dessus, je veux être aussi très clair, pour tordre le cou parfois à des idées qu'on entend. Quand on parle de véhicules électriques, ne nous trompons pas, on n'est pas en train d'accompagner une désindustrialisation. D'abord, je le rappelle, depuis sept ans, on réindustrialise le pays, mettant fin à douze ans de désindustrialisation. Le véhicule électrique est un levier de notre réindustrialisation. La part d'industrie française, le nombre d'emplois créés en France est supérieur sur le véhicule électrique que sur le thermique. Parce que l'on a toute une stratégie intégrée, parce que l'on a relocalisé des gigafactories de batteries dans notre pays, on en a créé l'installation.

Dans cette même salle, il y a bientôt dix ans, être un vétéran me permet d'avoir ces remarques, l'industrie elle-même me disait : « malheureux, n'allez pas trop vite sur le véhicule électrique. Non, ne faites pas ça, Président. On ne sait pas produire de batteries électriques en Europe. On n'en fait pas. On dépend totalement des Chinois et des Coréens du Sud. Donc surtout, n'allez pas, ceux qui étaient là peut-être s'en souviennent, n'allez pas sur le véhicule électrique, grosse erreur ». On a montré que l'on savait installer chez nous de la production de batteries électriques, de gigafactory. On va bientôt produire plus de batteries électriques qu'on ne produit de véhicules sur le sol français. Derrière, on remonte vers l'amont, vers le lithium, sur lequel on a encore des dépendances. On était ensemble avec le Premier ministre et les ministres, là aussi, pour montrer notre base. On est en train de structurer toute une filière : lithium, on va progressivement raffiner, batterie électrique, construction de véhicules électriques. Douai est la parfaite illustration de cette nouvelle stratégie.

On produit par du transfert de technologie, en ayant réussi un pari, dans la relation aussi avec le continent asiatique, en transférant des emplois de la technologie, en formant chez nous, on produit les batteries qui sont, de l'autre côté de la cour, installées sur les R5 électriques produites sur le sol français. De la même manière que la R4 électrique, produite quelques kilomètres plus loin, elle, à Maubeuge, est aussi faite avec des composants français. Vous le voyez bien, c'est du concret, l'électrification et les véhicules électriques, les usines Renault qui produisent la R5 à Douai, la R4 à Maubeuge, notre capacité à avoir bâti toute une filière, y compris quand il s'agit de modèles de constructeurs étrangers qui sont prêts à investir chez nous et qui produisent chez nous. Je veux ici aussi remercier tous les constructeurs qui s'engagent et vous annoncer de nouveaux investissements en la matière, j'évoquais la R5 à Douai, la R4 à Maubeuge, Stellantis, à Mulhouse, va investir plus d'un milliard d'euros nouveaux, pour produire de nouvelles générations de véhicules électriques à partir de 2029.

C'est un engagement de notre autre grand constructeur dans cette logique, produire de l'électrique en France et d'installer chez nous de nouveaux modèles. C'est un véritable avenir industriel que nous offrons à ce site de Mulhouse, le cœur de la stratégie concrète que nous portons sur une terre qui aime l'automobile, qui a cette histoire et qui y croit. Nous continuons d'avancer et je suis très heureux sur les sites que j'évoquais, de Douai, Maubeuge pour Renault et de Mulhouse pour Stellantis. Ceci nous permet d'aborder avec confiance la hausse de la production de véhicules électriques en France, 400 000 véhicules par an l'an prochain et une accélération forte dans les prochaines années sur la base des investissements que je viens d'évoquer et qui s'appuie sur tout l'amont que l'on a développé : la Vallée de la Batterie dans les Hauts-de-France que j'évoquais, nos mines de lithium dans l'Allier, etc.

Tout cela, c'est une stratégie cohérente que nous allons consolider. Pour que cette stratégie soit pleinement soutenable, nous devons penser évidemment à l'électrification de tous les usages et ne jamais être à court d'électricité pour nos véhicules. Les opérateurs de bornes de recharge ont donc un rôle essentiel à jouer. C'est toute la stratégie qu'on a eue ces dernières années. Ils se sont engagés à déployer 240 000 bornes, dont 60 000 points de charge rapides et ultrarapides. Je veux ici saluer plusieurs acteurs présents dans la salle qui ont pris des engagements particuliers, Electra, qui investira 300 millions d'euros d'ici 2030, Engie également, et je veux saluer les grandes et moyennes surfaces, notamment le groupe Leclerc, qui s'est engagé au déploiement de 10 000 bornes à horizon 2030 et la grande distribution montre ici qu'elle a un rôle d'entraînement à avoir dans les territoires comme sur les prix.

Je veux également remercier la Banque des Territoires qui a annoncé 1,2 milliard d'euros d'investissement sur cette stratégie des bornes électriques. Ces bornes et ces annonces viendront compléter les plus de 185 000 bornes déjà en service pour atteindre notre objectif de 400 000 points de recharge ouverts au public en 2030. Je veux vraiment remercier tous les acteurs, dans la diversité que je viens d'évoquer, qui participent à cet effort collectif. Une critique forte est également celle du manque de transparence des prix pour la recharge, c'est pourquoi je salue dans ce contexte l'initiative lancée par la fédération Charge France de mettre à disposition un calculateur qui permettra de calculer les gains économiques du passage d'une voiture thermique à une voiture électrique. Je sais que toute cette émulation que je viens de rappeler nous permettra de tirer les prix vers le bas et vers la transparence.

Je fais confiance à nos distributeurs qui savent le faire, mais c'est pour le bien du consommateur et pour la confiance que j'évoquais, pour accélérer ce passage à l'électrique. Au-delà de cette électrification de notre parc automobile, les transports au-delà de la route doivent continuer d'être électrifiés. L'utilisation de carburants fossiles, en effet, ce n'est pas simplement sur les trajets du quotidien, c'est aussi la production du pays, engins de chantier, engins agricoles, engins de voirie. Ce sont des pans entiers de l'économie qui peuvent s'affranchir des énergies fossiles. Nous avons le savoir-faire, je pense en particulier à Mecalac, qui va produire sur son site d'Annecy de nouvelles chargeuses électriques. Ce matin, les engins que vous avez pu voir dans la cour de l'Élysée, pelles mécaniques, appareils agricoles, tracteurs électriques, démontrent justement notre capacité d'innovation et notre savoir-faire industriel en la matière. Pour décarboner, il faut aussi décarboner nos moyens de chauffage, et donc je poursuis dans l'énumération des axes d'effort.

Les pompes à chaleur sont à cet égard un pilier de notre stratégie. Là aussi, on entend et on a entendu beaucoup d'idées fausses, notamment que les pompes à chaleur ne fonctionneraient pas quand il fait froid. Alors d'abord, toutes les études démontrent le contraire. Ensuite, j'invite les sceptiques à aller en Norvège, qui n'est pas réputée pour la douceur de ses hivers et qui est l'un des pays dont le taux d'équipement de pompe à chaleur est l'un des plus élevés au monde. Donc, faites le voyage d'études, pour ceux qui n'y croient pas, ou invitez les sceptiques à s'y rendre.

Contrairement à ce que j'ai pu entendre, il ne s'agit pas de mettre une pompe à chaleur dans tous les logements. Et là, il faut faire du pragmatisme. On peut également avoir des chauffages électriques performants, couplés à une bonne isolation. Dans certaines zones, le recours à un réseau de chaleur sera plus pertinent. Dans d'autres, ce sera la géothermie. Et on sait qu'il y a aussi des habitations qui continueront à avoir besoin du gaz. Et il ne faut stigmatiser personne. Il faut accompagner et convaincre. C'est beaucoup plus efficace. Il n'y a d'ailleurs pas de solution unique. Mais la pompe à chaleur doit devenir la solution de référence quand les autres options décarbonées ne sont pas disponibles.

Le phénomène météorologique que nous vivons nous rappelle également que nous devons prendre en compte le confort d'été, ce que peuvent faire certains équipements réversibles produisant également du froid.

Les pompes à chaleur sont un investissement important, et cela peut constituer un frein, je le sais, et c'est pourquoi je salue l'engagement de certains d'entre vous : Effy, Octopus, EDF, pour avoir répondu à notre appel et donné de la visibilité à vos clients pour leur assurer que le passage à l'électrique soit bien la forme la plus économique et leur permettre un lissage de l'investissement dans le temps.

C'est aussi une filière qui repose sur un tissu français dense. La France dispose aujourd'hui de plus de 40 sites de production capables de produire plus de 400 000 pompes à chaleur par an, et la filière représente plus de 60 000 emplois dans la production et dans l'installation. Cet écosystème riche et mobilisé d'installateurs est tout à fait clé dans le déploiement de ces équipements. Je salue, à ce titre, l'engagement pris par les industriels pour aller plus loin encore, viser le million de pompes à chaleur produites en France en 2030 et la création d'un centre d'expertise qui permettra de renforcer la transparence et la confiance dans cette solution. Là aussi, de la même manière, on veut stabiliser toute une filière, la déployer et créer des emplois.

C'est une opportunité industrielle très forte pour être en mesure de produire des pompes à chaleur sur notre sol de façon compétitive. Octopus Energy annonce ainsi aujourd'hui même l'implantation d'une nouvelle usine sur notre sol, accroissant encore la réindustrialisation du pays par ses filières.

Puis, je voudrais terminer par là. Quand on parle de décarbonation, d'électrification, on doit continuer à parler de réindustrialisation. Pour l'industrie, on ne compte plus les exemples d'investissements pour décarboner les procédés. France 2030, a construit le vaisseau amiral de cette stratégie. Nous avons ici même lancé il y a quelques années une stratégie de décarbonation de nos 50 plus gros sites émetteurs, et ceux-ci avancent. Du ciment à l'acier, en passant par tous les secteurs industriels qui sont les plus lourds, nous sommes en train de montrer que réindustrialisation et décarbonation sont totalement compatibles, en doublant cette stratégie d'une stratégie européenne cohérente qui consiste, avec le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, avec les bonnes protections, eh bien d'accompagner justement cette décarbonation.

L'électrification a un potentiel gigantesque dans l'industrie, des milliers de sites qui produisent encore de la vapeur à partir d'énergies fossiles le montrent. Nous avons des solutions innovantes. Je pense par exemple à l'entreprise EPYR qui va inaugurer ce vendredi sa première unité de stockage thermique sur le site industriel de WEPA à Troyes, une installation mise en service en moins de 6 mois qui permet de fournir 25% des besoins en vapeur du site pour gagner en compétitivité par rapport au gaz.

À plus long terme, nous savons aussi que les projets de petits réacteurs modulaires apporteront des solutions, et donc on a une stratégie complète, mais qui a commencé et qui, à marche forcée avec ce qu'on a fait sur les grands sites de nos ports, de nos grandes cimenteries, de nos aciéristes, a déjà produit des premiers résultats. Je pense aussi aux start-ups de l'industrie décarbonée qui innovent vers des procédés industriels 100 % électriques, comme GraviHy pour l'acier ou Fertighy pour les engrais.

À ce titre, permettez-moi un mot sur nos engrais. Produire de façon décarbonée des engrais est essentiel pour notre souveraineté alimentaire. Nous devons produire en France les engrais dont nous avons besoin, à court terme en relançant les sites existants et en trouvant les bonnes solutions et en répondant aux demandes des industriels, et à moyen terme par des mesures d'implantation de nouveaux sites, et nous préparons des annonces très prochaines sur ce volet.

Vous voyez bien, l'électrification est une démarche collective. Je pense aussi à des groupes comme le groupe Schneider qui mobilise l'ensemble de sa chaîne de valeur pour tenir ses objectifs de décarbonation, avec, par exemple, le transformateur exposé dans la cour, qui est un exemple de l'innovation française, qui fonctionne sans gaz fluoré et qui, là aussi, montre comment l'innovation de pointe permet d'obtenir ces résultats.

Voilà. Je n'ai pas pu, malheureusement, citer toutes les entreprises qui sont présentes dans cette salle et qui sont déjà engagées directement ou indirectement dans ce grand objectif d'indépendance nationale qu'est l'électrification. Mais je tiens ici à toutes les saluer et à saluer tous les secteurs qui sont présents, du logement au transport, du véhicule électrique au secteur portuaire, de l'industrie lourde aux start-up. Il n'y a aucun secteur qui fait exception.

L'électrification est un combat contemporain et une stratégie pour notre pays pour être plus indépendant, plus compétitif, créer davantage d'emplois sur le pays et décarboner. Nous sommes en train de montrer que c'est possible avec des vrais résultats, il faut poursuivre cet axe d'effort. C'est ce que je viens ici de détailler. L'État y jouera sa part. Le Premier ministre en a fait les annonces avec la Programmation pluriannuelle de l'énergie et, avec le Gouvernement, nous continuerons à accompagner les Français dans la période actuelle en ayant cette perspective.

Au fond, par cette mobilisation d'aujourd'hui, je veux aussi qu'on ait tous un axe, une ligne d'horizon qui soit claire. Il y a évidemment le quotidien, et vous êtes pour beaucoup d'ailleurs aux côtés des Françaises et des Français, comme le Gouvernement, pour les aider à faire face à la crise énergétique qu'ils subissent, qu'ils soient particuliers, agriculteurs, pêcheurs, industriels, indépendants. Beaucoup de nos compatriotes souffrent très directement de l'augmentation des prix des hydrocarbures fossiles. Alors, nous les accompagnons par des aides indispensables.

Mais le court terme ne doit pas nous faire oublier cet investissement qui est de moins en moins long terme parce que nous en avons rapproché en quelque sorte la réalité. L'électrification, c'est déjà une réalité. Il faut en accélérer le déploiement parce que c'est la manière la plus structurante et responsable de répondre aux conséquences de nos dépendances fossiles.

À chaque fois qu'on arrive de manière efficace à aider des ménages ou des entreprises à électrifier, on réduit leur dépendance à des énergies que nous importons, on réduit leur dépendance à la volatilité des événements géopolitiques et on règle de manière beaucoup plus durable leur problème de pouvoir d'achat ou de compétitivité. Ce n'est pas un problème renvoyé à demain, une solution renvoyée à demain, pardon. C'est réel et aujourd'hui. Et donc l'accélération du Plan d'électrification français est véritablement la réponse collective la plus efficace et la plus responsable à la situation que nous connaissons.

Donc, je veux vous remercier pour cet engagement collectif. Vous savez pouvoir compter sur le Gouvernement dans ses efforts et sur l'ensemble des opérateurs que j'ai pu évoquer dans ces propos. Merci à toutes et tous pour votre présence ce matin, votre mobilisation pour l'électrification de la France.

Vive la République et Vive la France.